FSU déclaration lors du CDEN du 06/11/2020

Au vu de l'importance de nos questions diverses, la FSU déplore, précisément dans ce contexte, qu'il « semble difficile »,, de différer leurs réponses dans une prochaine instance à laquelle seul.es les représentant.es des enseignant.es seront présent.es.

Nous prenons acte du fait que le ministre a avant-hier sur l'accueil des lycéen.nes, accueil qui était incompatible avec le renforcement du protocole sanitaire, notamment en raison de la nouvelle réforme du lycée. Mais nous constatons que cette avancée a eu lieu alors que, le matin même, six organisations d'enseignant.es lançaient un préavis de grève pour le 10 novembre, relatif aux conditions sanitaires. Nous espérons que le ministre saura entendre la totalité des demandes et notamment, celle concernant le recrutement des personnels supplémentaires.

Les enseignant.es vont mal et même très mal pour les raisons que nous évoquerons ici et qui ne vous surprendront pas. La première d'entre elles est liée à l'assassinat de Samuel Paty. Jusque là, aucun.e d'entre nous n'avait pu envisager de partir travailler sans être certain.e d'en revenir. L'obscurantisme qui vise à détruire notre modèle social a atteint l'école et la FSU s'est déjà exprimée dans ce département, au moment de l' hommage à notre collègue, le dimanche 18 octobre, place Carnot. L'autre motif vient de la pandémie dont chacun.e savait que l'automne connaîtrait ce qui est appelé la deuxième vague. Six mois que le gouvernement attend.

Des raisons de colère auraient pu nous être épargnées : celles qui viennent du ministère par la voix /voie des media. TF1, BFM télé, RTL et que sais-je encore qui sont les moyens choisis par M Blanquer et, si on peut, en quelque sorte, y échapper, les videos youtube sur la boîte professionnelle sont un pensum : contraint.e de le voir, de l'entendre, pendant la durée de la video alors que la lecture d'une circulaire prendrait vingt fois moins de temps.

Les annonces du ministre, sans cesse contredites par lui-même, jettent à nouveau le discrédit sur une profession dont la population a pu reconnaître le travail pendant le confinement. Quel est son objectif réel ? L'école est louée, les valeurs de la République sont placées sur le devant de la scène depuis le meurtre de notre collègue et l'enseignement moral et civique est présenté comme le médicament miracle. Cependant, la déconsidération, en ce début novembre, est violente sur le terrain. En effet, c'est notre ministre lui même qui crée le désordre et met les enseignant.es en porte-à-faux face aux familles, aux municipalités. Changeant les consignes liées à l'hommage le jour de la rentrée, par exemple, ne pas offrir à la communauté éducative des conditions de mise en œuvre convenables, c'était priver les collègues du travail de deuil collectif mais aussi, de l'apport des échanges avec les collègues d'histoire ou de philosophie, en ces circonstances délicates sources d'appréhension. Pour la FSU, il est inacceptable et indigne de ne pas avoir respecté la parole donnée à notre organisation, à savoir une rentrée des élèves à 10h00 du matin, pour finalement rendre un hommage en catimini et à géométrie variable. La liberté d'expression est bien mal soutenue : avec ambition, la lecture de la lettre de Jean Jaurès, passablement et étrangement tronquée, suivie d'une

minute de silence. Si certains établissements ont pu maintenir l'organisation initialement annoncée, dans d'autres, l'inconstance ministérielle a conduit à affaiblir ce temps d'hommage, le limitant aux élèves et enseignants en cours.

Les personnels sont également mis en difficulté du fait des incohérences du protocole sanitaire qui compliquent singulièrement le travail des enseignants et les décrédibilisent.
Éviter le brassage des élèves en cours s'avère vide de sens quand ces mêmes élèves sont brassés dans les transports scolaires, à la garderie et déjeunent en nombre, à la cantine, sans masque avec une distanciation sociale peu maintenable. Là encore, Blanquer n'a pas entendu les demandes de postes supplémentaires destinés à dédoubler les classes, prendre les élèves à mi-temps en enseignement. Dans notre département, les neuf suppressions des Plus De Maîtres Que de Classes illustrent bien le manque de moyens.

Le ministre multiplie les messages de communiquant et les images pour les média, mais semble peu se préoccuper des personnels. Ainsi l'information concernant les personnels vulnérables qui ne devaient pas reprendre le lundi 2 novembre n'a pas véritablement été diffusée par l'institution, - de nombreux établissements n'avaient pas, au retour de vacances, les masques remplaçant les DIM normalement retirés pour leur potentielle toxicité. L'un des premiers devoirs d'un employeur est de garantir la sécurité de ses personnels, mais ce n'est, à l'évidence, pas la priorité de notre ministère.

Pourquoi cette agitation de l'État et ces annonces, 48 heures avant les annonces, 48 heures avant les mesures prises qui seront ensuite modulées au gré des réactions ? Madame Merkel fair preuve de plus de simplicité. Pourquoi avoir attendu l'assassinat de Samuel Paty pour expulser les 251 personnes dangereuses fichés S incarcérées si c'est ce qu'il convient de faire dans le respect du droit ? Pourquoi surveiller l'origine des fonds des associations de croyants et continuer les ventes d'armes à l'Arabie Saoudite et au Quatar qui ne mangent plus de caprice des dieux mais possèdent le Paris Saint-Germain ?

Et enfin pourquoi empêcher l'achat des livres alors qu'il s'agit d'achats de première nécessité au moment où la littérature sera bien précieuse pour comprendre et faire comprendre le monde et préserver notre santé mentale, comme l'exprime le vice-premier ministre belge.

Affirmer nos principes laïcs et républicains, c'est les mettre en œuvre au moyen d'un Etat exemplaire, en organisant la République sur l'ensemble du territoire par le retour des services publics, de l'activité économique et des moyens pour l'école. Il s'agirait d'euros bien placés pour la formation des citoyen.nes et la protection des professeur.es dont il est paradoxalement rarement question dans les propos du Président de la République, qu'il s'agisse du discours du 28 octobre ou de celui du 2 novembre où il a tweeté, facebooké, snappshaté et instagramé à destination des élèves. Ignorer la profession enseignante, ignorer les soignant.es est une manœuvre lamentable destinée à ne pas chercher des solutions authentiques et durables.